NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste Lille et environs

le 01 février 2021

DE LA CRISE DE NERFS À LA RÉVOLTE SOCIALE ?

Confinera, confinera pas ? Voilà plusieurs jours que le gouvernement souffle le chaud et le froid. Nos nerfs sont à vif. Les mesurettes annoncées par Castex vendredi n'auront qu'un effet à la marge sur la propagation du virus et ne peuvent faire oublier le fiasco de la campagne vaccinale. Depuis un an que ça dure, quand allons-nous sortir de cette valse de confinements et déconfinements décidés en fonction des seuls profits des grands groupes capitalistes, au mépris de notre santé et de nos vies ?

Faillite du système capitaliste

Après les échecs des campagnes de dépistage et de vaccination, voilà que les labos annoncent des retards de production et livraisons. C'est qu'ils ne fabriquent pas des médicaments ou des vaccins : ils fabriquent du profit pour leurs actionnaires. Alors que la mise en commun des capacités de production des entreprises pharmaceutiques serait une nécessité, les États se soumettent aux lois de la concurrence capitaliste. Il a fallu de longues négociations pour que Sanofi aide à mettre en flacon les vaccins Pfizer, mais pas question qu'il en produise, car c'est la guerre des brevets. Pendant ce temps, l'épidémie progresse et ce sont les classes populaires qui en paient le prix.

Les profiteurs de guerre

L'effet premier et majeur des restrictions imposées, c'est l'appauvrissement et la précarisation du monde du travail. Selon le dernier rapport d'Oxfam (un observatoire contre les inégalités), 715 000 emplois ont été supprimés dans l'intérim en France en début d'année dernière, sans compter les CDD non renouvelés. Et ceux qui bénéficient d'un CDI ne sont pas épargnés avec les baisses de revenu liées au chômage partiel. Au total, en France, un million de personnes a basculé dans la pauvreté depuis le début de l'épidémie.

Moins de 1 % des 100 milliards d'euros du plan de relance est consacré à lutter contre la pauvreté. Un vrai drame pour des millions de jeunes qui se retrouvent sans revenu après la perte de leur job. Un drame pour celles et ceux qui ne peuvent plus payer leur loyer. Mais cette manne arrose les grands groupes licencieurs Total, Renault, Air France, Carrefour et même Sanofi qui supprime des centaines de postes dans la recherche médicale : on marche sur la tête ! Guère étonnant que les capitalistes, derrière ces groupes gavés d'argent public, aient vu leur fortune augmenter depuis le début de la pandémie. Celle des quarante-et-un milliardaires français a dépassé son niveau d'avant la crise et sept d'entre eux possèdent autant que les 30 % les plus pauvres.

Pour un programme d'auto-défense du monde du travail

Face à cette situation, la lassitude et l'exaspération pourraient laisser place à la colère et à la révolte. Aux Pays-Bas, la mise en place d'un couvre-feu a été accueillie par des émeutes. Ici et là dans le monde, la contestation prend des formes de colère aveugle contre le confinement, que l'extrême droite cherche à utiliser. Mais des luttes du monde du travail ne vont pas manquer d'arriver, dans lesquelles les travailleurs en mouvement vont devoir avancer leur programme d'auto-défense face à l'urgence sociale et sanitaire :

– le secteur de la santé doit être tiré des griffes des intérêts privés : abolition du secret commercial et du monopole des brevets, réquisition des entreprises stratégiques et placement sous le contrôle des travailleurs de leurs activités ;

– les services publics de la santé, de l'éducation, des transports, de la culture doivent recevoir les centaines de milliards de l'État leur donnant les moyens en personnel et en locaux qui limitent les brassages et leur permettent de fonctionner en toute sécurité sanitaire ;

– interdiction des licenciements et des suppressions de postes, partage et réduction du temps de travail, sans perte de salaire ;

– un programme d'urgence d'aide à la jeunesse privée de revenus.

Ces points sont à discuter entre nous qui produisons tout, et à avancer pour nos mobilisations à venir. Dans le pays, les morts du Covid se comptent par dizaines de milliers, les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont huit millions, trois millions de plus qu'avant le Covid (selon le rapport Oxfam), et innombrables dans le monde. Le drame est à l'échelle internationale, ça suffit !

Du côté de la PIC...

Patinoire dans le local de rangement

Le local de rangement extérieur est devenu un glaçon avec l'hiver. Un vrai calvaire pour les prépas qui vont y chercher du matériel et qui alternent avec la température de la Pic. Ce n'est pourtant pas compliqué d'isoler un bâtiment... mais ça demande de l'argent ! Des petites économies qui se retournent finalement contre la direction car avec la condensation, le local devient vite une patinoire impraticable et doit fermer ses portes. Bien fait !

Terminator pète un boulon (épisode 3)

Depuis sa mise en marche, le préparateur de commande autonome n'en finit pas de faire des siennes. Il s'arrête au milieu de la route sans raison et fait régulièrement tomber des CE. On se rappelle que la direction avait sanctionné des agents pour moins que ça. Mais bon, tout est pardonné pour le joujou du patron qui veut rentabiliser sa nouvelle machine sur le long terme. Alors que pour les salariés, la moindre erreur est synonyme de sanctions voire de renvoi pour embaucher plus précaire. Une société qui considère mieux les machines que les êtres humains... il va falloir s'en débarrasser.

Vol en bande organisée

Des collègues ont constaté qu'il leur manquait leur prime de formation vidéo-codage, de 14,35 euros sur leur fiche de paye. Encore une manière pour la direction de rogner sur nos salaires alors même que ce ne sont pas les salariés qui décident ou non s'ils vont au vidéo-codage. A force de tirer sur la corde, ils pourraient bien se retrouver avec une révolte généralisée !

Et ailleurs...

Réponse à la lettre de Philippe Wahl

Dans votre lettre de vœux, vous tenez un discours alarmiste sur les chiffres du courrier. Sans doute une manière de préparer le terrain à de nouvelles suppressions de postes et à une dégradation de nos conditions de travail. Vous oubliez de dire que, dans le même temps, vous avez supprimé des dizaines de milliers de postes. A tel point que, malgré cette baisse du courrier, certains facteurs sont bien plus chargés sur leurs tournées qu'il y a quelques années. Vous oubliez aussi de dire que vous avez filialisé bien des activités rentables. Et vous vous vantez d'avoir acheté le numéro 1 du colis en Italie... Mais si ça va si mal à La Poste, on se demande bien avec quel argent vous avez fait cette opération ! Alors autant vous le dire, nous n'avons aucune confiance dans vos chiffres. Il faudra bien qu'un jour les salariés aillent mettre leur nez dans vos livres de compte et dévoilent vos petites combines, pour savoir où va tout l'argent de notre travail. Soyez sûr que pour nous l'année 2021 sera une année de révolte et de colère pour aller chercher l'argent amassé sur notre exploitation et imposer notre droit à vivre et travailler dignement !

Quel avenir pour les facteurs ?

La stratégie du groupe d'ici à 2023 est claire : la sacoche prendra une part très importante, voire majoritaire au sein de la distribution. Les collègues des îlots vous le diront, rester 5 à 6h dehors lorsqu'il pleut, neige, vente ou même lorsqu'il fait 35°c, c'est loin d'être une partie de plaisir... Sans compter que quand vous ne préparez pas votre courrier, le métier devient vraiment incohérent !

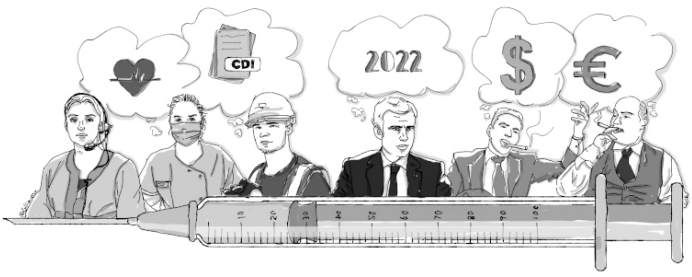


Travail ou exploitation ?

693 millions de dividendes ! Pour qui ? Certainement pas pour les travailleurs ! La Poste nous propose une revalorisation de 0,8 % de nos salaires ! brut bien sûr ! La prochaine étape c'est quoi ? Une baisse des salaires ? Alors que tout augmente, factures, alimentaire... Et pas nos salaires ! On fait quoi ?

Un déménagement qui colle aux dents

Fin 2020, le fonds Eurazeo, propriétaire de l'usine Carambar de Marcq-en-Baroeul (Nord) annonçait aux 120 salariés la fermeture de l'usine et le déménagement de la production sur une usine Lutti à huit kilomètres de là. Il promettait le reclassement de presque tous les salariés (sucrant neuf postes au passage)... à condition qu'ils acceptent des baisses de rémunération (de 5 à 22 % en moins sur le net !). Une mauvaise blague que les salariés ne comptent pas laisser passer : depuis plusieurs semaines, ils multiplient les débrayages et se relaient sur le piquet de grève pour défendre emplois et salaires.



Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Tu peux aussi nous adresser un e-mail à cr@convergencesrevolutionnaires.org ou visiter notre site www.convergencesrevolutionnaires.org